



Groupement de commandes
constitué entre la Caf du Nord et les Caf de l'Aisne, des Ardennes, de l'Oise,
du Pas-de-Calais et de la Somme

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
RELATIF AU LOT N°1
REALISATION DE DIAGNOSTICS AMIANTE

LA MISE A JOUR DES D.T.A. ET/OU LA CREATION
LE REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX ET DEMOLITION
LES MESURES D'EMPOUSSIEREMENT
L'EXAMEN VISUEL APRES TRAVAUX.

SOMMAIRE

PRESRIPTIONS GENERALES	3
1.1 Périmètre d'intervention	3
1.2 Textes de référence	3
1.3 Responsabilité du prestataire	5
1.4 CONDITIONS D'INTERVENTION	5
1.4.1 Horaires	5
1.4.2 Incidences sur le fonctionnement de l'établissement	5
1.4.3 Modalités d'exécution des prestations	6
1.4.4 Phasage des prestations	6
1.4.5 Sécurité	6
1.4.6 Personnel	7
1.4.7 Protections des installations existantes	7
1.4.8 Matériel – Lutte contre le bruit	7
1.4.9 Nettoyage après prélèvements	7
2. DESCRIPTIONS DES INTERVENTIONS	8
2.1 LE DIAGNOSTIC TECHNIQUE AMIANTE	8
2.1.1 Réalisation du diagnostic technique amiante	8
2.1.2 Mise à jour du diagnostic technique amiante	8
2.2 Recherche d'amiante avant démolition	9
2.2.1 Repérage	9
2.2.2 Prélèvements	10
2.2.3 Analyse des échantillons	10
2.2.4. Rapport	10
2.3 Recherche d'amiante avant travaux	11
L'objectif est entre autres de connaître la présence d'amiante dans les composants concernés par des travaux programmés dans les immeubles. Le Titulaire effectue les investigations nécessaires à l'établissement du rapport de repérage de l'amiante avant travaux, sur le périmètre des travaux projetés.	
2.3.1 Prélèvement	12
2.3.2 Remise en état des lieux	12
2.3.3 Analyse des échantillons	12
2.3.4 Rapport de la RAAT	13
2.4. Examen visuel après retrait d'amiante	13
2.4.1 Etape 1 de l'examen visuel (avant dépose du confinement) :	13
2.4.2 Etape 2 de l'examen visuel (après dépose du confinement et réception des résultats des mesures d'empoussièrement dites « de fin de chantier ») :	14
2.5 Repérage amiante sur enrobés	14
2.6 Mesures d'empoussièrement	14
2.7 Evaluation de l'état de conservation des produits amiantés	15
2.8 Réunions	15
2.9 Comité de suivi	16
2.10 Moyens d'accès pour travail en hauteur	16

PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1 Périmètre d'intervention

Le présent CCTP a pour but de définir les prestations liées aux risques amiante, dans les différents sites des CAF du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Oise, de l'Aisne et des Ardennes. Ces prestations portent tant sur les obligations du pouvoir adjudicateur que sur les objectifs préventifs.

Les prestations de diagnostic amiante demandées concernent la recherche d'amiante pour :

- Le diagnostic technique amiante (DTA),
- La mise à jour périodique du DTA - Intégrer des travaux dans la fiche récapitulative du DTA,
- Evaluer l'état de conservation des matériaux amiantés,
- La recherche d'amiante avant démolition,
- La recherche d'amiante avant travaux RAAT (intérieur et sur les façades et les toitures),
- Les analyses des prélèvements en laboratoire,
- L'examen visuel des surfaces traitées,
- Les mesures d'empoussièrement avant et après travaux, ainsi que les mesures libératoires,
- Evaluation de l'état de conservation des produits amiantés
- Les repérages, les prélèvements et analyses en laboratoire sur les enrobés.

Les organismes concernés sont :

- La caisse d'Allocations familiales de l'Aisne,
- La caisse d'Allocations familiales des Ardennes,
- La caisse d'Allocations familiales du Nord,
- La caisse d'Allocations familiales de l'Oise,
- La caisse d'Allocations familiales du Pas-De-Calais,
- La caisse d'Allocations familiales de la Somme.

La liste des bâtiments par organisme est détaillée dans l'annexe 1 du CCTP "adresse et surfaces des sites".

1.2 Textes de référence

Le prestataire devra obligatoirement justifier d'une qualification valide de diagnostiqueur immobilier en recherche d'amiante délivrée par un organisme certifié COFRAC ou équivalent.

Critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Les organismes de certification visés au troisième alinéa de l'article R. 271 1 du code de la construction et de l'habitation sont accrédités conformément aux prescriptions de la norme NF EN ISO/CEI 17024 ou équivalent.

Sont applicables aux prestations :

L'ensemble des textes spécifiques au diagnostic amiante :

- Arrêté du 02 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante (JO du 06 décembre 2002) ;
 - Code de la santé publique (articles R 1334-14 à R 1334-29) ;
 - Décret no 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
 - Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
 - Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
 - Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage ;
 - Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage ;
 - Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » ;
 - La norme NF X46-020 du 5 août 2017 : Repérage amiante ou norme reconnue équivalente – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.
 - Norme NF X46-102 à paraître ;
 - Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques ;
 - Code de la Santé Publique : articles R.1334-15 à R.1334-18, articles R.1334-20 et R.1334-21, articles R.1334-23 et R.1334-24 du code de la santé publique, modifiés par les décrets n°2011-629 du 3 juin 2011 et n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 ;
 - Code de la Santé Publique : article L.1334-13 modifié par ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 ;
 - Décret n°2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L.271-6 du code de la construction et de l'habitation ;
 - MDHS n° 77 de Juin 1994 : « Amiante dans les matériaux – échantillonnage et identification par microscopie en lumière polarisée » (MOLP) ;
 - NF X 43-050 ou équivalent : « Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission équipé d'un analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (META) ».
 - Décret n°2017-899 du 9 mai 2017 (transposé dans l'Article. R. 4412-97 1 à 6 du Code du travail) qui précise :
- ✓ Les six domaines concernés par l'obligation de Repérage Amiante Avant Travaux (RA-AT) : immeubles bâtis et leurs équipements ; ouvrages non bâtis ; équipements/installations industriels ; engins de transport routier, fluvial ou aériens ;
 - ✓ Les qualifications et moyens aux opérateurs de repérage ;
 - ✓ Des conditions d'exception de RA-AT ;
 - ✓ Le contenu des conclusions du rapport (absence/présence de matériaux ou de produits contenant de l'amiante, nature, localisation et quantité estimée).

- Arrêté d'application RA-AT "immeubles bâtis" du 16 juillet 2019 Modifié par l'arrêté du 23 janvier 2020 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis (Modalités de réalisation du repérage, le contenu du rapport, les mesures à mettre en œuvre en cas d'impossibilité de réaliser le repérage, les compétences de l'opérateur de repérage, ...)
- Arrêté du 1er octobre 2019 Relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses.
- Arrêté du 24 décembre 2021 Définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

1.3 Responsabilité du prestataire

Le titulaire demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents.

Lors des interventions sur site, le titulaire doit se conformer aux contraintes et aux prescriptions édictées, d'une part par le responsable du site, et d'autre part en cas de site en travaux, par les intervenants en charge desdits travaux (Maître d'œuvre, Assistant à Maître d'ouvrage, bureaux d'études, coordonnateurs SPS, bureaux de contrôle...).

Avant toute exécution de prestation, le titulaire est tenu de s'informer auprès du Représentant du Pouvoir Adjudicateur des contraintes du site pour la réalisation de sa prestation.

Le titulaire doit, en cas de dégradation des biens existants, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des matériels employés par lui ou des conditions d'exécution des prestations dont il a la charge.

De toute manière, le fait pour un prestataire d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

1.4 CONDITIONS D'INTERVENTION

1.4.1 Horaires

Le prestataire devra se conformer aux instructions du Représentant du Pouvoir Adjudicateur en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie de son personnel. Il supportera les interruptions de travail nécessitées par les besoins de fonctionnement de l'établissement et prendra en charge toutes les mesures qui lui seront demandées pour ne pas gêner les services

1.4.2 Incidences sur le fonctionnement de l'établissement

Lorsque les prestations doivent être effectuées dans un établissement recevant du public, le prestataire devra se mettre en rapport avec le Représentant du Pouvoir Adjudicateur afin de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le déroulement n'apporte que le minimum de gêne au fonctionnement de l'établissement.

1.4.3 Modalités d'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur met à disposition toutes les pièces en sa possession (plans de niveaux des bâtiments au format DWG ou PDF, copie papier des DTA réalisés à ce jour, etc...) au titulaire du marché.

Le titulaire consulte et vérifie les pièces mises à sa disposition.

Il s'enquiert des règlements intérieurs propres à chaque site, notamment des conditions d'accès et des heures d'ouverture.

Le titulaire s'adapte aux contraintes inhérentes à chaque site, étant entendu que cette adaptation ne modifie en aucune manière les conditions administratives et financières des marchés.

Le titulaire visite le ou les sites concernés. Ces visites se dérouleront pendant les heures d'ouverture des différents Caf, sous réserve qu'elles n'entraînent pas de nuisances susceptibles d'empêcher l'usage des locaux et le travail des usagers.

Pour ce faire, le titulaire doit :

- Prendre un rendez-vous préalable avec le responsable de site pour définir les conditions matérielles d'accès au site (les coordonnées des interlocuteurs seront transmises au titulaire au démarrage du marché)
- Visiter la totalité des locaux faisant l'objet de la demande. La visite comprend également tous les locaux annexes tels que chaufferies, rangements, placards, locaux techniques, gaines techniques, vides sanitaires, débarras, archives, caves, greniers, combles, toitures, etc. Cette liste non exhaustive est donnée à titre indicatif ;
- Examiner toutes les parties cachées sous des faux plafonds démontables. Le titulaire est tenu de signaler toutes les structures non démontables (faux plafonds, etc.) qui n'auraient pas été dégagées lors de sa visite ;
- Etablir à l'issue de sa visite, un compte-rendu détaillé faisant état de ses investigations dans un délai de 2 jours ouvrés suivant la visite.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le site ou faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas effectuer tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent C.C.T.P. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents.

1.4.4 Phasage des prestations

Il est précisé que le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'imposer des phasages d'intervention.

1.4.5 Sécurité

Le prestataire ainsi que les sous-traitants éventuels s'engagent à faire respecter les règles de sécurité et d'hygiène de travail et à fournir à leur personnel l'outillage de sécurité et le matériel de protection rendus nécessaires par la nature des prestations à exécuter.

1.4.6 Personnel

Dès la notification du marché, le titulaire désigne le responsable technique qualifié pour suivre cette opération et signer en cours d'exécution de ce marché les rapports.

Le changement de responsable technique qualifié devra être impérativement et immédiatement notifié au Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Pour l'exécution des missions qui lui seront confiées, le titulaire affectera autant que de besoin le personnel nécessaire à la réalisation des prestations.

Il est rappelé au titulaire que le personnel devra posséder les certifications requises pour les prestations qui lui seront demandées.

A cet effet, la qualification du personnel doit pouvoir être vérifiée à tout moment par le pouvoir adjudicateur

1.4.7 Protections des installations existantes

Le prestataire prend toutes les dispositions pour la protection des existants (bâchage des matériels sensibles, sas de sécurité etc...).

Hors prélèvements destructifs préalablement autorisés par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, tous les dégâts ou interruptions de service qui peuvent résulter de la faute du titulaire seront réparés à ses propres frais.

A défaut de prise en charge de ces réparations dans un délai de 8 jours calendaires pour tout désordre.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur fait application, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, des pénalités prévues à l'article 11 du CCAP.

1.4.8 Matériel – Lutte contre le bruit

Les engins utilisés à l'intérieur des locaux seront manuels ou à énergie électrique. Ils doivent être munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore. Aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré. Le matériel roulant sera équipé de roues pneumatiques. Les matériels de chantier seront conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE, qui régit les émissions sonores de la quasi-totalité des engins et matériels de chantier.

Toutes dispositions utiles doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques.

1.4.9 Nettoyage après prélèvements

Le prestataire titulaire, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour le nettoyage et l'évacuation des gravois de chaque sondage exécuté. Le nettoyage sera exécuté à l'humide afin d'éviter toute propagation des poussières générées lors des sondages et prélèvements.

2. DESCRIPTIONS DES INTERVENTIONS

Il est rappelé que le titulaire du présent lot est un spécialiste avisé et expérimenté, d'une pratique éprouvée, et ses connaissances lui font un devoir de signaler le cas échéant en temps utile au Responsable du Pouvoir Adjudicateur, les manques de compatibilité, insuffisances ou omissions qui pourraient apparaître dans les systèmes prescrits.

L'offre du titulaire comprend tous les travaux d'exécution ainsi que tous travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de réaliser ses interventions.

2.1 LE DIAGNOSTIC TECHNIQUE AMIANTE

2.1.1 Réalisation du diagnostic technique amiante

Le diagnostiqueur va inspecter les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante du bien immobilier et de ses dépendances éventuelles. Il conclura à la présence ou non d'amiante. En cas de doute, il procédera à un sondage et transmettra l'échantillon prélevé à un laboratoire agréé. Il va ensuite évaluer l'état de conservation des matériaux amiantés sous les trois catégories EP (évaluation périodique), AC1 (action corrective de niveau 1) et AC2 (action corrective de niveau 2).

Evaluation périodique (EP) : il est recommandé que le propriétaire fasse contrôler périodiquement que l'état de dégradation ne s'aggrave pas,

Action corrective de niveau 1 (AC1) : il est préconisé que le propriétaire fasse remplacer, recouvrir ou protéger les éléments dégradés et fasse contrôler périodiquement l'état de conservation des autres matériaux et produits contenant de l'amiante,

Action corrective de niveau 2 (AC2) : il est conseillé que le propriétaire fasse évaluer le risque amiante pour définir des mesures de protection ou pour réaliser le retrait des MPCA dégradés et fasse contrôler périodiquement l'état de conservation des autres matériaux et produits contenant de l'amiante.

La recherche d'amiante doit se faire dans les volumes intérieurs ainsi que sur l'enveloppe des bâtiments et de tous éléments construits.

Ces repérages d'amiante se font sans sondages destructifs. En cas de doute, le titulaire proposera au Représentant du Pouvoir Adjudicateur un sondage destructif avec analyse dans le laboratoire du titulaire.

Le rapport est transmis sous forme dématérialisé permettant un téléchargement au format PDF et/ou accessible via l'outil de gestion dématérialisé du titulaire.

Il comporte les plans avec la localisation des zones amiantées, le cas échéant ainsi que les photographies couleurs.

Il devra être remis dans un délai de dix jours ouvrés maximum. Ce délai court à compter de la fin des investigations sur sites.

2.1.2 Mise à jour du diagnostic technique amiante

Le diagnostiqueur devra effectuer la mise à jour du DTA en fonction des travaux réalisés et/ou de la visite périodique. La prestation de mise à jour comprend :

CCTP Lot 1 Diagnostics amiante

Marché n°2025-02

8 /16

Missions de réalisation de
diagnostics amiante et plomb

- Le déplacement sur site,
- Les différents moyens d'accès en hauteur,
- La visite des locaux concernés,
- La mise à jour du DTA en fonction du nombre d'éléments.

La notion d'élément désigne toutes les parties d'ouvrages amiantées, désamiantées, encapsulées.

La mise à jour d'un DTA devra être remis dans un délai de cinq jours ouvrés maximum. Ce délai court à compter de la date de l'envoi de la demande de mise à jour.

➤ **Intégration des travaux dans la fiche récapitulative du DTA**

L'objectif est notamment de modifier la fiche récapitulative en fonction des informations liées aux travaux. A partir de l'examen visuel des composants ayant fait l'objet d'un retrait, le Titulaire reporte sur la fiche récapitulative les modifications liées aux travaux suivis.

La prestation nécessite notamment une réunion préalable avec le bénéficiaire (recollement des documents relatifs aux travaux tel que le plan de retrait, BSDA, examen visuel ...) et l'intégration dans la fiche récapitulative des informations liées aux travaux portés à la connaissance du titulaire.

Le rapport sera transmis sous forme dématérialisée permettant le téléchargement au format PDF et/ou via l'outil de gestion dématérialisé.

2.2 Recherche d'amiante avant démolition

2.2.1 Repérage

Le repérage amiante avant démolition concerne les travaux de destruction totale ou partielle devant être réalisés sur des immeubles dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997.

Le diagnostic permet le repérage et, le cas échéant, le retrait, des matériaux contenant de l'amiante mentionnés dans la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (liste quasi-exhaustive des matériaux amiantés connus et identifiés).

Ce repérage amiante avant démolition comporte des opérations destructives sur la totalité de l'immeuble, ou exclusivement sur les parties de l'immeuble qui vont faire l'objet des travaux, puisqu'il doit permettre de détecter la présence d'amiante accessible ou inaccessible, visible ou encoffrée.

Afin de garantir la sécurité des occupants, le repérage doit être réalisé après évacuation définitive de l'immeuble et enlèvement des mobiliers afin que tous les composants soient accessibles.

Le premier repérage consiste à rechercher les matériaux de la liste C.

Cette recherche implique un examen exhaustif par le diagnostiqueur de toutes les parties d'ouvrages qui composent les différentes parties de l'immeuble bâti. Le diagnostiqueur réalisera tous les démontages et investigations approfondies destructives nécessaires.

Le diagnostiqueur définit les zones présentant des similitudes d'ouvrage afin de réduire le nombre de prélèvements. Si certaines parties de l'immeuble sont inaccessibles, il doit le préciser, émettre les réserves correspondantes par écrit et préconise des recherches complémentaires à réaliser entre les différentes étapes de la démolition.

La deuxième étape est le repérage, l'identification et la localisation des matériaux et produits mentionnés contenant de l'amiante.

Le diagnostiqueur doit conclure, pour chacun d'entre eux, sur la présence ou l'absence d'amiante.

2.2.2 Prélèvements

Le représentant du pouvoir adjudicateur accompagnera le titulaire afin d'accéder à certains sites.

Les prélèvements doivent impérativement être effectués dans le respect des normes (notamment NFX 46-020) et règlements en vigueur.

Le titulaire prendra soin d'étiqueter, de numérotter et de repérer ses échantillons conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté du 6 mars 2003, et établira une fiche de prélèvement. Il effectuera également la pose d'étiquettes de repérage des prélèvements, les photographiera et les situera sur un plan remis au pouvoir adjudicateur lors de la remise du document technique amiante.

Il enverra copie, pour accord, de la fiche de prélèvement dans les deux jours ouvrés suivant la visite en joignant le compte-rendu de visite.

Toutes les modalités et les interventions, le cas échéant, sur des ouvrages comme l'électricité, les menuiseries extérieures sont à la charge du titulaire. Il lui incombe de trouver les corps d'état devant intervenir pour la dépose et la repose d'éléments, la consignation de l'électricité. La liste ci-dessus n'étant pas exhaustive.

L'offre du titulaire intègre tous les moyens lui étant nécessaire pour réaliser les prélèvements, comme le besoin d'utiliser une nacelle pour les prélèvements en hauteur.

Les prélèvements à réaliser seront déterminés en fonction des doutes du diagnostiqueur. Ils devront être envoyés pour analyse dans le laboratoire du titulaire.

2.2.3 Analyse des échantillons

Le titulaire fait parvenir ses échantillons, accompagnés des fiches de prélèvement correspondantes, au laboratoire choisi par le titulaire du marché, compétent en microscopie électronique à transmission analytique (META / MOLP).

2.2.4. Rapport

Une fois les résultats des analyses en sa possession, le diagnostiqueur peut conclure définitivement à l'absence ou la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré dans son rapport qui doit comporter :

- La mission et son périmètre (démolition totale ou partielle) ;
- L'identité des différents intervenants (diagnostiqueur, propriétaire et commanditaire du diagnostic)
- L'identification complète de l'immeuble
- La date de réalisation du repérage amiante avant démolition et celle de la signature du rapport
- Les dates, références et principales conclusions des rapports précédemment réalisés s'ils existent
- Les plans ou croquis de l'immeuble, la liste des parties visitées et la liste des parties de l'immeuble qui n'ont pas été visitées (et les motifs). Le rapport doit mentionner que les obligations réglementaires du propriétaire ne sont pas remplies
- La liste et la localisation des matériaux et produits repérés mentionnant pour chacun de ces produits ou matériaux la présence ou l'absence d'amiante et les critères ayant permis de conclure

- Les rapports et résultats d'analyse des prélèvements, et la localisation précise sur plans ou croquis des prélèvements
- L'identification du laboratoire d'analyse et son numéro d'accréditation
- Les plans à jour permettant de localiser les matériaux amiantés
- La signature et le visa du diagnostiqueur, la copie de son certificat de compétence et l'attestation de son assurance.

Le rapport devra être remis dans un délai de dix jours ouvrés maximum à compter de la réception des résultats d'analyses sur matériaux.

Le rapport sera transmis sous forme dématérialisée permettant le téléchargement au format PDF et/ou via l'outil de gestion dématérialisé

2.3 Recherche d'amiante avant travaux

L'objectif est entre autres de connaître la présence d'amiante dans les composants concernés par des travaux programmés dans les immeubles. Le Titulaire effectue les investigations nécessaires à l'établissement du rapport de repérage de l'amiante avant travaux, sur le périmètre des travaux projetés.

La prestation nécessite notamment un échange préalable avec la bénéficiaire(prise en compte du projet de travaux, des objectifs et contraintes) , une analyse de la situation documentaire (recollement des documents relatifs à l' amiante (DTA) dans l' immeuble et aux documents décrivant les travaux ...), un repérage sur site (visite sur site pour repérage des composants contenant ou non de l' amiante concernés par les travaux, prélèvements d' échantillons selon la norme), analyse en laboratoire des échantillons de matériaux prélevés pour détection de la présence ou non d' amiante puis, établissement du rapport de repérage avant travaux.

Pour la réalisation de la RAAT le titulaire :

- Réalise les sondages des plafonds, planchers, murs et parois verticales ou horizontales, poteaux, cloisons, gaines et coffrets verticaux, conduites de fluides (enveloppes de calorifuges), clapets, portes coupe-feu, vide-ordure, trémies ascenseur, monte-charge pour vérifier leur composition interne, identifier et localiser parmi les matériaux et produits de la liste A ; B et C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique, ceux qui contiennent de l'amiante ;
- En cas de doute, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou plusieurs échantillons pour pouvoir conclure à la présence d'amiante ;
- L'opérateur conclut définitivement à l'absence ou la présence d'amiante pour un produit repéré. Il le mentionne dans le rapport de repérage et de manière précise et visible sur les plans. Dans sa conclusion, il devra préciser le critère (marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse, etc.) qui lui a permis de conclure à la présence ou non d'amiante. Lorsque, dans certains cas très exceptionnels qui doivent être justifiés par l'opérateur, certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs. Il émet les réserves correspondantes par écrit au donneur d'ordre et lui préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées ;

- En cas de présence d'amiante sur un échantillon révélé par le laboratoire du titulaire, le maître d'ouvrage s'autorise à faire procéder à une contre-expertise ;

Le titulaire assure la bonne exécution de ces prestations dans le respect des plannings et des consignes particulières.

2.3.1 Prélèvement

Le représentant du pouvoir adjudicateur accompagnera le titulaire afin d'accéder à certains sites.

Les prélèvements doivent impérativement être effectués dans le respect des normes (notamment NFX 46-020) et règlements en vigueur.

Le titulaire prendra soin d'étiqueter, de numérotter et de repérer ses échantillons conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté du 6 mars 2003, et établira une fiche de prélèvement. Il effectuera également la pose d'étiquettes de repérage des prélèvements, les photographiera et les situera sur un plan remis au pouvoir adjudicateur lors de la remise du document technique amiante.

Il enverra copie, pour accord, de la fiche de prélèvement dans les deux jours ouvrés suivant la visite en joignant le compte-rendu de visite.

Toutes les modalités et les interventions, le cas échéant, sur des ouvrages comme l'électricité, les menuiseries extérieures sont à la charge du titulaire. Il lui incombe de trouver les corps d'état devant intervenir pour la dépose et la repose d'éléments, la consignation de l'électricité. La liste ci-dessus n'étant pas exhaustive.

L'offre du titulaire intègre tous les moyens lui étant nécessaire pour réaliser les prélèvements et les remises en état, comme le besoin d'utiliser une nacelle pour les prélèvements en hauteur.

2.3.2 Remise en état des lieux

La remise en état des lieux doit être effectuée sous 8 jours calendaires une fois les sondages destructifs réalisés.

En cas de dépose d'éléments pour atteindre une zone de prélèvement, le titulaire doit la remise en état des lieux en utilisant les mêmes matériaux que ceux déposés et selon les règles de l'art.

Ces remises en état s'appliquent sur tous types de support (doublage périphérique isolé ou non isolé, plafond démontable ou non, isolant, la liste n'est pas exhaustive), en intérieur comme en extérieur (complexe d'étanchéité, enrobés, ardoises, tuiles, la liste n'est pas exhaustive).

En cas d'intervention d'entreprises extérieures pour la réalisation des différentes reprises dans et sur l'enveloppe des bâtiments, le titulaire du présent lot réalise un acte de sous traitance et fournit les capacités du sous-traitant pour intervenir dans un milieu pouvant être amianté ainsi que ses assurances et une méthodologie d'intervention.

Le titulaire du présent lot devra, avec la remise de son offre, décrire les moyens mis en œuvre pour la réalisation des remises en état.

2.3.3 Analyse des échantillons

Le titulaire fait parvenir ses échantillons, accompagnés des fiches de prélèvement correspondantes, au laboratoire choisi par le titulaire du marché, compétent en microscopie électronique à transmission analytique (META / MOLP).

2.3.4 Rapport de la RAAT

Dans un délai de dix jours ouvrés maximum à compter de la réception des résultats d'analyses sur matériaux, le titulaire établit un rapport indiquant :

- ✓ Les dates des visites,
- ✓ Les personnes présentes (en particulier le nom de l'opérateur et ses qualifications),
- ✓ Les difficultés particulières rencontrées,
- ✓ Les remarques faites au cours des visites,
- ✓ Les lieux des prélèvements situés sur un plan ainsi que les photos après apposition de l'étiquette de repérage des points de prélèvements.
- ✓ La nature des matériaux concernés
- ✓ Les rapports d'analyse,
- ✓ L'état des matériaux,
- ✓ Les superficies concernées par les matériaux et produits contenant de l'amiante, représentées sur un plan.

Le rapport sera transmis sous forme dématérialisée permettant le téléchargement au format PDF et/ou via l'outil de gestion dématérialisé.

2.4. Examen visuel après retrait d'amiante

L'objectif est notamment de vérifier que le retrait des composants contenant de l'amiante a été effectué comme prévu au marché de travaux. A l'issue des travaux de retrait ou encapsulage de l'amiante, le titulaire procède notamment à la visite des zones de travaux afin d'effectuer l'examen visuel des zones traitées, code de la santé public R1334-29-3.

La prestation nécessite notamment un échange préalable avec le bénéficiaire (prise en compte du descriptif des travaux, validation de la fin des travaux), une visite de site pour vérifier visuellement le retrait complet des composants contenant de l'amiante selon la norme NF X46-021 ou équivalent (2 visites par confinement sont nécessaires ; avant puis après démontage), la rédaction du rapport d'examen).

Le titulaire doit :

2.4.1 Etape 1 de l'examen visuel (avant dépose du confinement) :

- Entrer en zone confinée, avec les équipements de protection individuelle adapté au niveau de risque,
- Visiter globalement la zone confinée,
- « Découper » la zone de travaux en secteurs,
- Inspecter visuellement les secteurs avec une lampe puissance (200 lux minimum), en éclairage rasant,
- Identifier d'éventuels résidus d'amiante libres ou incrustés,
- Établir d'un procès-verbal d'examen visuel listant l'ensemble des non-conformités et remarques, remis au désamianteur pour prise en compte et correction avant l'étape 2 de l'examen visuel,

- Rédiger un rapport de première étape d'examen visuel.

Le rapport sera transmis sous forme dématérialisée permettant le téléchargement au format PDF et/ou via l'outil de gestion dématérialisé.

2.4.2 Etape 2 de l'examen visuel (après dépose du confinement et réception des résultats des mesures d'empoussièrement dites « de fin de chantier ») :

- Intervention en zone de travaux déconfinée,
- Contrairement à l'étape 1, l'ensemble de la zone est inspecté avec une lampe puissance (200 lux minimum), en éclairage rasant, à ce stade, il ne peut plus y avoir de non-conformité ou de remarques,
- Rédaction d'un rapport de deuxième étape d'examen visuel.

Le rapport sera transmis sous forme dématérialisée permettant le téléchargement au format PDF et/ou via l'outil de gestion dématérialisé.

Le représentant du pouvoir adjudicateur fait réaliser à la fin de l'ensemble des travaux les mesures d'empoussièrement dites « de deuxième restitution », dont le résultat, s'il est inférieur à 5 fibres par litre d'air, permet de prononcer la restitution de la zone à son activité initiale. Les résultats de ces mesures nous seront transmis pour un contrôle de cohérence par rapport aux mesures effectuées antérieurement.

2.5 Repérage amiante sur enrobés

Le prélèvement est réalisé par une seule personne, sur des chaussées extérieures uniquement.

L'opérateur prélève la carotte et la conditionne dans un emballage prévu pour cet usage (sac plastique hermétique) lui-même emballé.

Avant, pendant et après le carottage, le titulaire procède à un arrosage régulier de la zone de prélèvement pour éviter la dispersion de fibres d'amiante dans l'air.

Il est possible de n'effectuer que deux prélèvements si l'on est certain de l'homogénéité de la couche de surface et des couches sous-jacentes.

Si cette homogénéité ne peut être garantie, un prélèvement tous les 200 mètres sera un minimum.

Les prélèvements effectués sont transmis à un laboratoire accrédité par le COFRAC ou équivalent.

Le rapport devra être remis dans un délai de dix jours ouvrés maximum. Ce délai court à compter de la réception des analyses sur matériaux.

Le rapport sera transmis sous forme dématérialisée permettant le téléchargement au format PDF et/ou via l'outil de gestion dématérialisé.

2.6 Mesures d'empoussièrement

Dans le cadre du présent marché, ces mesures sont réalisées au titre de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante.

En application du Code de la Santé Publique, le prestataire du présent lot réalise des mesures destinées à la détermination de la concentration en fibres d'amiante en suspension dans l'air. Cette prestation est réalisée par un organisme accrédité par le COFRAC ou équivalent et conformément au référentiel LAB REF 26.

Une visite du site est obligatoirement réalisée avant intervention pour les mesures d'empoussièrement. Ces mesures doivent être conformes et répondent aux normes et réglementation en vigueur et notamment aux normes NF EN ISO 16000-7 et GA X 46-033, pour la détermination de la concentration des fibres d'amiante contenues dans l'air et comprendre :

- Identification de l'objectif de mesure selon le guide GA X 46-033,
- Définition des zones homogènes,
- Détermination du nombre de pièces unitaires,
- Détermination du nombre minimal de prélèvements.

Les mesures d'empoussièrement des fibres d'amiante en suspension dans l'air répondent à la norme NF X 43-050. La concentration des fibres d'amiante se fait au microscope électronique à transmission (META). Le prestataire assure l'installation et, le démontage de ses appareils dans l'ensemble des locaux mesurés.

La prestation de mesurage comportera les étapes principales suivantes :

- Le prélèvement dans l'air des locaux,
- Le comptage des fibres d'amiante.

Le rapport devra être remis dans un délai de 10 jours ouvrés maximum. Ce délai court à compter de la fin des mesures d'empoussièrement.

Le rapport sera transmis sous forme dématérialisée permettant le téléchargement au format PDF et/ou via l'outil de gestion dématérialisé.

2.7 Evaluation de l'état de conservation des produits amiantés

L'objectif est notamment d'effectuer les visites d'examen périodique de l'état de conservation des MCA des listes A et B. La prestation nécessite notamment une réunion préalable avec le bénéficiaire pour consultation du précédent rapport d'examen périodique et du rapport initial de repérage, une évaluation de l'état de conservation et cotation nécessaire et l'établissement du rapport.

2.8 Réunions

Le prestataire doit assurer des réunions d'information avant et après chaque intervention. Le but de ces réunions est d'expliquer le mode opératoire de la mission confiée et des résultats de ces missions. Il est à prévoir deux réunions, minimum, par mission confiée.

Une réunion de suivi du marché sera organisée annuellement à date anniversaire, par le Pouvoir Adjudicateur pour faire le point sur le marché, les éventuelles difficultés et dysfonctionnements.

2.9 Comité de suivi

La CAF DU NORD met en place, dès le début du marché un comité de suivi permettant l'accompagnement qualitatif des prestations.

Il est composé de :

- Un représentant du titulaire du marché (habilité à prendre des décisions et engager l'entreprise),
- Les interlocuteurs Caf concernés : Service Aménagements et Travaux, Service Achats Marchés

Le Comité de suivi se réunira **au minimum une fois par an** et aura pour objectifs :

- D'apprécier la qualité du service rendu,
- D'analyser les dysfonctionnements constatés,
- De proposer des solutions pour résoudre les éventuels dysfonctionnements constatés

Un compte-rendu synthétique de la réunion sera établi par les services de la CAF DU NORD et transmis à l'ensemble des participants.

2.10 Moyens d'accès pour travail en hauteur

Le prestataire se rapproche du Représentant du Pouvoir Adjudicateur pour connaître les moyens d'accès aux zones en hauteur et difficiles d'accès. Si ces accès sont inexistantes ou non conformes, le prestataire doit disposer de tous les moyens d'accès nécessaires à la bonne exécution de ses missions, tel que les moyens de levage spécifiques et appropriés pour accéder aux zones en hauteur et difficiles d'accès et ce dans le cas où aucun accès sécurisé et aux normes n'est présent dans les bâtiments.

Le prestataire intègre dans son offre les moyens d'accès pour une hauteur inférieure à 3 mètres.

Pour les accès à plus de 3 mètres, le prestataire pourra utiliser les moyens suivants :

- De PIRL (plate-forme individuelle roulante/légère) ou gazelle,
- D'échafaudage roulant lors de prélèvements nécessitant la présence de 2 opérateurs sur le plateau,
- De nacelles autoportées à mouvement électrique.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive.